

EDUCATION PERMANENTE

D O S S I E R

FORMATION, COOPÉRATION, ÉMANCIPATION
EXPÉRIENCES EN ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE



QUESTION

REGARD

LECTURES

REVUE TRIMESTRIELLE - DÉCEMBRE 2022 - 23 €

N°
233

SOMMAIRE

N° 233 / 2022-4

DOSSIER

FORMATION, COOPÉRATION, ÉMANCIPATION

EXPÉRIENCES EN ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

sous la direction d'Éric Bidet et Nadine Richez-Battesti

- 5 **Éditorial**
-
- 11 **L'économie sociale et solidaire en débat : quand action rime avec formation**
Éric Bidet, Nadine Richez-Battesti
-
- 21 **Le Réseau interuniversitaire de l'économie sociale et solidaire : coopérer pour la formation et la recherche**
Laëtitia Lethielleux / Collectif RIUESS
-
- 31 **De l'autobiographie raisonnée à l'autobiographie coopérative**
La prise en compte de l'expérience dans les formations de l'ESS
Jean-François Draperi
-
- 45 **Former des bénévoles compétents**
Laurent Pujol, Hugo Gaillard
-
- 57 **Réorientation professionnelle et valorisation des compétences : l'apport de la VAE en économie sociale et solidaire**
Éric Bidet, Olivier Boned, Lydie Grudé

- 69 **Les OPCO de l'économie sociale et solidaire : le cas d'*Uniformation***
Élisa Braley, Catherine Da Costa, Yann Van Acker
-
- 79 **Accompagner et former à l'innovation sociale de rupture**
Les enjeux d'une R&D sociale
Olivier Palluault, Laura Douchet
-
- 91 **DLA : quand l'accompagnement prend une dimension formative**
Nadine Richez-Battesti, Julien Maisonnasse
-
- 103 **Qu'échange-t-on vraiment avec le mécénat de compétences ?**
Mathilde Renault Tinacci
-
- 117 **Outils de gestion et dynamiques formatives de l'ESS**
Du bilan coopératif au guide des bonnes pratiques
Danièle Demoustier
-
- 129 **Résumés / Abstracts**

QUESTION

- 134 **Politiques d'insertion et formations qualifiantes : quelle cohérence ?**
Paul Santelmann

REGARD

- 147 **Le rôle des biais cognitifs dans l'apprentissage**
Jean Frayssinhes

155 Lectures

160 Bulletin d'abonnement



ÉDITORIAL

Économie sociale et solidaire et formation : des dynamiques multiples

Du fait de la professionnalisation croissante de certains secteurs d'activité étroitement liés à l'économie sociale et solidaire, de la multiplication des normes et des exigences dans des domaines aussi différents que la bancassurance ou le social, les salariés et les administrateurs bénévoles des organisations de l'ESS sont de plus en plus souvent confrontés à la nécessité de la montée en compétences et de la validation des compétences acquises. L'OPCO *Uniformalion* répond à une partie de ces besoins et les universités s'ouvrent de plus en plus à la reprise d'études, à la validation des acquis et à la formation permanente. Les formations diplômantes deviennent des outils essentiels de la reconnaissance et de l'acquisition de compétences pour les salariés et les bénévoles des organisations de l'ESS, et pour tous ceux qui ont une expérience ou un projet professionnel en lien avec ce secteur.

Les formations diplômantes en ESS, encore assez rares dans les universités françaises au début des années 2000, se sont ainsi multipliées au cours des deux dernières décennies. A la fin des années 2000, on dénombrait « une quinzaine de masters professionnels et une douzaine de licences professionnelles [accueillant alors] plus de cinq cents étudiants¹ ». Douze ans plus tard, on compte près de quatre-vingt formations en ESS à l'université française, dont la moitié de niveau master². Signes de ce dynamisme, la Conférence des présidents d'université a publié en 2015 un guide pratique, *Université et ESS*, et la mention « économie sociale et solidaire » fait partie des mentions de master habilitées par l'arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national.

Ces démarches de formation, si elles sont renouvelées par ces tendances récentes, s'inscrivent dans une tradition ancienne, les mouvements de l'économie sociale ayant historiquement fait de l'éducation et la formation une priorité au

1. D. Demoustier et S. Wilson-Courvoisier, « L'enseignement initial de l'économie sociale et solidaire : un enjeu stratégique » *RECMA*, n° 311, 2009, p. 59-71.

2. É. Ros, L. Bouadi et C. Brunet, « Vers de nouvelles formes d'ancrage de l'économie sociale et solidaire au sein des universités françaises », *RECMA*, n° 360, 2021, p. 26-41.

service de l'émancipation de leurs membres, et plus largement des classes populaires de la société. Robert Owen fut l'un des premiers, au tout début du XIX^e siècle, à souligner les vertus d'un système d'éducation publique pour tous. En 1848, les Pionniers de Rochdale ont inscrit dans leurs principes fondateurs l'objectif d'éduquer les sociétaires et leurs familles. L'éducation, la formation et l'information sont au cœur des principes que l'Alliance coopérative internationale a choisi de mettre en avant lors de sa création en 1895 et « qui guident les coopératives dans l'application de leurs valeurs ».

Des outils spécifiques propres aux organisations de l'ESS ont été élaborés, tantôt de façon autonome, tantôt en lien avec l'action publique. Bien que non dédiés uniquement à la formation, ces outils incorporent, directement ou indirectement, formellement ou non, des contenus en formation. C'est le cas du dispositif local d'accompagnement, du bilan sociétal, du projet associatif ou de la révision coopérative. Enfin, des pratiques de recherche-action, historiquement portées par Henri Desroche³ et déployées notamment au sein des collègues coopératifs, suscitent un regain d'intérêt tant du point de vue des chercheurs que de celui des acteurs, tandis que s'affirme la volonté de développer une R&D sociale.

6

Ces dynamiques achevées illustrent un engagement volontariste des acteurs du champ autour de la formation, conçue comme un investissement nécessaire pour soutenir la qualité du travail, un outil au service de l'émancipation de celles et ceux qui travaillent, y compris bénévolement, et un moyen d'adapter et d'améliorer de façon permanente le service rendu aux sociétaires. Au-delà des obligations légales et des dispositifs soutenus par les pouvoirs publics, les initiatives et les pratiques de l'ESS illustrent la diversité des voies d'accès à la compétence et l'importance accordée à l'articulation entre dynamiques individuelles et dynamiques organisationnelles. Beaucoup de ces dispositifs restent cependant méconnus et peu reconnus. On peut citer, à titre d'exemple, la faible identification des processus de formation déployés par les associations à l'occasion des emplois aidés dès le milieu des années 1980. Ceux-ci ont été considérés comme des mesures d'aide au secteur associatif, contribuant à la réduction des chiffres du chômage, plutôt que comme des vecteurs de construction de l'employabilité des personnes concernées.

D'un autre point de vue, les stratégies mises en œuvre s'appuient parfois sur des outils conçus pour des entreprises, dans lesquelles l'engagement bénévole n'existe pas et où l'objectif de rentabilité est surdéterminant. Ainsi, « la volonté de promouvoir les pédagogies coopératives aboutit souvent au dévoiement de leurs enjeux initiaux [...] Celles-ci ont été créées dans le but de développer la solidarité et la coopération. Or, un grand nombre de formations privées les revendique en tant

3. Voir *Éducation permanente* n° 201, « Éducation permanente et utopie éducative, Actualité d'Henri Desroche » (2014-4).



qu'instruments d'une meilleure réussite individuelle⁴ ». La question se pose de savoir si la formation ne deviendrait pas un outil au service d'une certaine forme de normalisation, un vecteur d'isomorphisme. À l'inverse, comment aborder la question de la transférabilité de ces dynamiques vers d'autres acteurs de la vie économique et sociale, soucieux de leur exemplarité en termes de RSE ou de leur mission sociale ? Comment, plus largement, faire de ces dynamiques formatives un élément-clé de la qualité du travail ? Ce sont ces différentes dimensions que ce dossier cherche à aborder en mobilisant conjointement des chercheurs et des praticiens.

La contribution d'*Éric Bidet et Nadine Richez-Battesti* met en perspective l'économie sociale et solidaire, en définit les contours et rappelle les tensions, les porosités et les enjeux du champ. Il s'agit de repositionner l'ESS dans son contexte général. *Laëtitia Lethielleux* montre comment, en une vingtaine d'années, s'est structuré un réseau interuniversitaire de formation et de recherche en économie sociale et solidaire (RIUESS). Son originalité et sa force reposent notamment sur sa capacité à faire émerger des innovations pédagogiques et scientifiques, et à développer des coopérations entre chercheurs. Il est la preuve que l'on peut, au sein d'une communauté scientifique, travailler dans une optique de coopération et de mutualisation des connaissances pour le déploiement de formations et de recherches sur le territoire national.

Jean-François Draperi revient sur l'autobiographie raisonnée formalisée par Desroche dans les années 1970. Il présente la transposition de cette démarche au Conservatoire national des arts et métiers pour donner naissance à l'autobiographie coopérative. C'est une démarche de formation qui facilite la projection personnelle dans des actions collectives et permet à chaque coopérateur de considérer l'entreprise non seulement comme une organisation de travail poursuivant un objet économique, mais également comme un collectif en formation permanente. Il souligne néanmoins que travailler dans une entreprise de l'ESS n'est jamais un passeport pour le sujet aspirant à vivre un rapport différent au travail.

Laurent Pujol et Hugo Gaillard abordent la question des enjeux de la formation des bénévoles dans un contexte plus technique et concurrentiel, et sous un prisme managérial. Leur propos s'appuie sur les enjeux de formation des bénévoles et sur la présentation de deux pratiques que sont l'accompagnement et la pair-aidance. En proposant une explication à partir de la dynamique de professionnalisation du bénévolat, leur article montre comment les pratiques contribuent à transformer un écosystème singulier comme celui de l'ESS et invite à une certaine distance à l'égard des comportements mimétiques.

La contribution d'*Éric Bidet, Olivier Boned et Lydie Grudé* porte sur le rôle que peut jouer la validation des acquis d'expérience dans une démarche de réorien-

4. O. Chaïbi, « Éduquer à la solidarité : les rapports entre l'ESS et l'éducation en France du XIX^e siècle à nos jours », *RECMA*, n° 348, 2018, p. 32-46.

tation professionnelle en direction de l'ESS. Largement sous-utilisée, la VAE constitue pourtant un élément central susceptible d'accompagner une reconversion professionnelle. L'analyse s'appuie sur l'étude d'un dispositif coconstruit par Le Mans Université et la MGEN qui, en même temps qu'il répond aux besoins spécifiques de l'entreprise, offre des enseignements de portée plus générale, utiles et appropriables par d'autres structures de l'ESS, notamment par la reconnaissance qu'il propose de compétences diverses acquises par des engagements militants et bénévoles dans des mutuelles, des associations, des syndicats ou des mandats électoraux et de manière générale sur leur territoire.

Élisa Braley, Catherine Da Costa et Yann Van Acker reviennent sur la structuration du champ de la formation professionnelle et son organisation actuelle autour de quelques opérateurs de compétences (OPCO), en se penchant particulièrement sur celui dédié à la cohésion sociale. Leur analyse montre qu'*Uniformation* a développé une expertise basée sur trois logiques complémentaires : une logique multidispositifs territorialisée, une logique de mutualisation pour professionnaliser l'ESS et une logique d'accompagnement des politiques emploi et de parcours atypiques. L'enjeu est d'accompagner les structures dans leurs mutations économiques et sociétales, en facilitant l'accès à la formation pour les TPE/PME qui sont souvent démunies en matière de gestion des ressources humaines.

L'article d'*Olivier Palluault et Laura Douchet* aborde l'économie sociale et solidaire comme étant le terreau de l'innovation sociale à travers les réponses qu'elle apporte à des problématiques de société mal satisfaites par les politiques publiques et le marché. En coopération avec le secteur public et le secteur privé lucratif, l'ESS propose une transformation sociale reposant sur le partage de la valeur, la gouvernance démocratique et le dépassement d'un modèle capitaliste financiarisé. L'article présente des marqueurs de cette nouvelle voie à partir de l'expérience de la coopérative *Ellyx* et du travail formalisé au sein du laboratoire commun *Destins*, créé en 2019 et coporté par la Maison des sciences de l'homme et de la société de l'université de Poitiers. Dans sa démarche, l'ESS propose de nouveaux formats de montée en compétences, par l'expérience acquise de démarches de R&D mêlant rigueur scientifique et finalité opérationnelle.

Nadine Richez-Battesti et Julien Maisonnasse offrent un regard sur le dispositif local d'accompagnement (DLA), outil de la politique publique de l'emploi devenu progressivement outil de soutien aux associations et à l'emploi associatif. L'article souligne la place croissante occupée par les outils de gestion dans le DLA et la tendance à l'isomorphisme que cela représente pour les associations, avec le secteur privé lucratif notamment, mais il relativise l'importance de cette tendance et conclut que l'effet est loin d'être univoque car il est façonné par les jeux d'acteurs qui s'en emparent sur les territoires, participant d'une mise en tension entre la managérialisation des associations et à leur engagement sociopolitique.



Mathilde Renault-Tinacci aborde la question du mécénat de compétences, qui se caractérise par la mise à disposition d'un salarié sur son temps de travail au profit d'une structure d'intérêt général. À partir d'une approche compréhensive empruntée à une enquête exploratoire réalisée auprès d'une cinquantaine de professionnels engagés dans ce dispositif, son analyse permet de déconstruire les discours institutionnels à partir de l'expérience individuelle. Elle montre ainsi que le mécénat de compétences participe d'un rapprochement entre organisations lucratives et non lucratives, rapprochement dont les associations tentent de plus en plus de maîtriser les conditions.

Danièle Demoustier rappelle enfin que l'ESS est fortement marquée par une culture de métier et d'éducation populaire, qui l'a amenée à développer ses propres démarches d'évaluation interne, à la fois comme outils de gestion et de prospective, et comme démarche pédagogique de mobilisation des membres. Ces outils à usage interne ont devancé l'institutionnalisation des processus de certification à usage externe et de portée plus large, montrant un processus de transférabilité des compétences en société qui combine apprentissage professionnel et personnel, compétences dans le travail et compétences de réseaux. ◆

*Éric Bidet et Nadine Richez-Battesti*⁵.

5. Les coordinateurs remercient chaleureusement Sandro de Gasparo pour son accompagnement dans la réalisation de ce dossier